

## **SNES Paris, Créteil, Versailles**

Pour la seconde rentrée préparée entièrement par le Gouvernement, aucune amélioration des conditions d'études pour les jeunes et des conditions d'exercice du métier dans le second degré ! C'est ce que découvrent les personnels d'enseignement, d'éducation et d'orientation de l'Ile de France, à l'occasion des opérations de préparation de la rentrée 2014 dans les collèges et les lycées.

En effet, les moyens alloués sont insuffisants pour faire face à la hausse des effectifs prévus et commencer à compenser les effets des suppressions massives depuis 2007. La gestion de la pénurie reste la règle, la priorité affichée à l'Education sans réalité concrète : augmentation du nombre d'élèves par classe, réduction de l'offre de formation et des options, suppression des dédoublements...

Dans les établissements de l'Education prioritaire, les collègues, après une concertation confisquée par la hiérarchie pour avancer des idées qu'ils ont combattues (réduction du nombre d'établissements classés au prétexte de ne pas saupoudrer les moyens, pérennisation du modèle ECLAIR...), mesurent également le fossé entre le discours ministériel sur la relance de l'Education prioritaire et la réalité du terrain. Selon Vincent Peillon, « pas un réseau en Education prioritaire ne perdrait des moyens ». En fait, les établissements où sera mis en œuvre la décharge de service (1h 30 pour un certifié, 1h pour un agrégé) ne sont qu'une poignée, choisis de surcroît en dehors de tout critère transparent et sans consultation des élus des personnels. Le potentiel éducatif dans beaucoup d'établissement ZEP est réduit afin de financer la décharge de service instaurée dans les REP+ ou ouvrir de nouvelles divisions destinées à absorber les hausses des effectifs.

En face de ces conditions d'une rentrée de nouveau désastreuse, le mécontentement est profond. Les mobilisations et les actions des personnels, soutenues et relayées par le SNES, souvent avec la participation active des parents, se multiplient au local ou dans un cadre départemental comme dans les Hauts de Seine et en Seine Saint Denis : grèves d'établissement, opérations collège et lycée morts, journées de rassemblement et de manifestation... Depuis quinze jours, elles ne cessent de s'étendre, preuve de l'exaspération provoquée par l'insuffisance ou l'absence des réponses apportées par les autorités aux besoins éducatifs.

Les sections académiques de Paris, Créteil et Versailles appellent à poursuivre et amplifier la mobilisation pour exiger un plan d'urgence pour la rentrée 2014 et ainsi obtenir les moyens du bon fonctionnement du Service public d'Education dans le Second degré, y compris dans tous les établissements de l'Education prioritaire actuels, lycées inclus. Elles multiplient les contacts unitaires au niveau de la région parisienne, dans la suite des initiatives engagées dans les Hauts de Seine et en Seine Saint Denis.

Afin de fédérer l'ensemble des luttes, elles appellent les personnels dans tous les établissements à participer à la journée d'action du jeudi 13 février :

- En décidant la grève partout où c'est possible
- En participant massivement à la manifestation en direction du Ministère (RDV 13h 30 place St Michel)

Arcueil, le 9 février